

SOMMAIRE

Page 1

Le cercle du quotidien.
La solution de l'orientation.

Page 2

Les premiers messages de PAD.
La base franco-allemande d'Évreux.

Page 3

Jean-Léonce Dupont se répète.
L'expertise du GPMH.

Page 4

Les grands projets urbains.
Les investissements.

La solution de l'orientation.

C'est le nouvel outil de la Région. En gestation depuis plusieurs mois, l'agence régionale de l'orientation et des métiers ouvrira ses portes le 1^{er} janvier 2020, sous la forme d'un établissement public local, avec un budget de 4 M€.

- Avec l'État, les Départements et les intercommunalités, elle fédérera tous les acteurs publics et privés de l'orientation pour réduire l'écart qui sépare l'offre et la demande de formation et donner de meilleures chances aux jeunes normands.
- "J'en ai marre des formations qui débouchent sur le chômage, disait Hervé Morin en début d'année, plus de 20 000 emplois industriels sont non pourvus en Normandie..."

L'agence mettra en œuvre la nouvelle politique d'orientation de la Région qui se déclinera ici par :

- Des actions d'information, de communication, de promotion des métiers et des formations, en lien avec les établissements d'enseignement.
- L'accompagnement des acteurs de l'orientation.
- L'animation territoriale du service public régional de l'orientation (missions locales, pôle emploi, etc.)
- Un référent territorial pour la lutte contre le décrochage scolaire et la promotion de la VAE.

Le cercle du quotidien.

• Hervé Morin se replie sur la Normandie.

Finis les grands discours sur la "Normandie Région Monde" et sur les grands projets à 10, 15 ou 20 ans. Hervé Morin se concentre désormais sur le quotidien des habitants, des habitants qui attendent des réponses à leurs attentes immédiates, sur le mode "tout de suite et maintenant".

On s'en est rendu compte, lundi dernier, à l'occasion de l'assemblée plénière du Conseil régional au Havre. Le président s'est concentré :

- Sur les bienfaits de sa politique économique pour les entreprises et l'emploi : "la Normandie est dans le peloton de tête des régions françaises les plus dynamiques".
- Sur le lancement prochain de l'agence régionale de l'orientation et des métiers : "pour donner de meilleures chances aux jeunes".
- Sur l'amélioration des dessertes ferroviaires, avec des gares rénovées, le tout complété par des autocars, sans oublier le vélo, avec un soutien à la construction de pistes cyclables.
- Sur la rénovation énergétique de 9 000 logements en 3 ans et la montée en puissance du plan hydrogène pour l'automobile, ou encore, de la méthanisation.
- Il a terminé son intervention en présentant un bouquet d'actions exemplaires allant de l'anticipation de l'arrêt de glyphosate dans une cinquantaine d'exploitations pionnières jusqu'à l'augmentation à 120 € de la contribution d'@tout Normandie à l'achat de livres pour les lycéens, en passant par le renforcement des aides à la formation des personnes en recherche d'emploi.

Économie, formation, mobilité, protection de l'environnement... Hervé Morin place désormais ses politiques "à hauteur d'homme" en jouant la double carte du quotidien et du pragmatisme. C'est un changement de posture politique ; après les "gilets jaunes" et les Européennes, le président se replie sur la scène régionale, il s'affirme, plus que jamais, comme "le Normand qui parle aux Normands".

Mon commentaire : naturellement, il valorise le sérieux de sa gestion (faible endettement, forte capacité d'investissement) avec, comme toujours, un certain contentement. Son message est clair, la Région a les moyens de ses ambitions et, avec lui, tout ira bien.

• Non, ça ne va pas !

C'est ce qu'ont répondu les oppositions de gauche et le rassemblement national qui dénoncent la propension du président à s'auto-satisfaire de son bilan.

- C'est la politique ferroviaire qui est la plus contestée. Non, il n'y a pas d'amélioration des dessertes : celui-là parle de la suppression des petites gares, celui-ci indique qu'il est impossible d'aller de Cherbourg à Rennes ou

Bertrand Bellanger.

Sera le candidat de la majorité du CD 76 pour succéder à Pascal Martin après son entrée au Sénat, le 1^{er} octobre prochain.

- Trop marqué LR, André Gautier n'a pas été retenu pour l'investiture, Bertrand Bellanger, lui, représente le recentrage LREM de la collectivité, une nécessité pour trouver une majorité stable et durable.

Frédéric Sanchez.

N'est plus maire de Petit-Quevilly, il vient de démissionner. Emotion après 20 ans de mandat.

- C'est la première étape de son retrait de la vie politique locale. Frédéric Sanchez attend maintenant sa nomination comme consul général par le Quai d'Orsay ; ça ne devrait pas tarder, il quittera alors la présidence de la Métropole Rouen Normandie.

A savoir : Charlotte Goujon, sa première adjointe à Petit-Quevilly devrait être élue maire, ce mardi 2 juillet.

Catherine Rivoallon.

Comme Édouard Philippe le lui avait demandé, la préfiguratrice de l'autorité portuaire unique de la Seine confirme la création du nouvel établissement public le 1^{er} janvier 2021.

- Où sera domicilié l'établissement ? Les Havrais pensent que le Premier ministre choisira Le Havre.

En attendant, Catherine Rivoallon travaille à la mise au point d'un projet de développement 2020-2025 avec à la clé 1,3 Md€ d'investissements.

Siemens-Gamesa & chatière.

Le conseil de surveillance du Port du Havre vient de valider le bouclage du programme d'aménagement des terrains pour l'accueil de la future usine éolienne Siemens-Gamesa.

- Pour boucler le tour de table, l'État apporte 20 M€ supplémentaires, la Région 7 M€, Le Havre Seine Métropole 6,4 M€.

Coût total du programme : 76,4 M€.

125 M€ pour la chatière.

Autre décision importante : le Conseil a approuvé la réalisation de la chatière. Cette décision va permettre la signature, dans les meilleurs délais, des conventions de financement avec l'Europe et la Région. Coût de l'équipement : 125 M€.

de Rouen à Alençon ; la sénatrice PCF Céline Brulin résume d'une formule la destruction du service public ferroviaire : "après les cars Macron, voilà les bus Morin".

- Même déception sur la politique de protection de l'environnement : "c'est mieux que rien, mais ça manque d'ambition".

On le voit, chez les opposants, les débats sont aussi restés à hauteur d'homme, cantonnés dans le cercle serré de la vie quotidienne, avec comme horizon le "tout de suite et maintenant".

- Où est le pouvoir d'impulsion de la Région ? Posons-nous la question à l'heure où le court terme l'emporte sur le long terme.

Mon commentaire : Nicolas Mayer-Rossignol est le seul à avoir essayé d'ouvrir le cercle : "nous n'entendons plus du tout parler du développement de la vallée de la Seine, a-t-il dit, alors que c'était pour la Normandie le grand sujet de la décennie qui s'achève". À ce propos, l'ancien président de la Région Haute-Normandie a fait une proposition : "pourquoi ne pas faire de notre vallée un exemple de COP 21 transrégionale, un territoire d'expérimentation et de référence en matière environnementale ?"

Devant le CD.76.

Les premiers messages du préfet Durand...

En présentant "Le rapport d'activité des services de l'État en 2018" devant le Conseil départemental de la Seine-Maritime, le préfet Pierre-André Durand a passé quelques messages intéressants.

• À propos de l'axe Seine Aval

Il a confirmé la création, d'ici à la fin de l'année, d'un syndicat mixte de l'axe Seine Aval afin de gérer globalement les obligations faites aux collectivités dans le domaine de la GEMAPI, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Les statuts devraient être validés lors du prochain COPIL de l'Axe Seine. Les parties prenantes sont l'État, les Départements de l'Eure et de la Seine-Maritime et les 10 intercommunalités de la vallée de la Seine normande.

- L'initiative est intelligente, agir "à la bonne échelle" est un gage d'efficacité. Mais elle est compliquée, car la nouvelle gouvernance va "endosser" les compétences GEMAPI de chacune des collectivités constitutives, lesquelles vont devoir s'accorder entre elles, et avec les autres usagers du fleuve comme le GPMH, le GPMR, VNF, les syndicats de bassins versants.

Et pendant ce temps-là...

• La base franco-allemande d'Évreux

Positif : le conseil des ministres du 19 juin a entériné l'accord de coopération entre la France et l'Allemagne pour faire de la base aérienne 105 d'Évreux un centre de formation et d'entraînement commun aux deux armées.

Concrètement, cet accord permet :

- de construire les infrastructures nécessaires à l'accueil et à la maintenance d'une escadrille binationale de 12 avions.
- d'équiper la base de tous les matériels et outils nécessaires à la formation des équipages et des personnels techniques.

Sauf imprévu, le centre de formation commencera à fonctionner en 2021, il atteindra sa pleine capacité en 2024 ; il permettra de former une dizaine de pilotes par an, ainsi qu'une trentaine de techniciens et soutiers. 260 Allemands sont attendus sur le site.

- L'objectif, pour la France et l'Allemagne, est de mutualiser des moyens humains et matériels pour réaliser des missions conjointes, le cas échéant avec des équipages mixtes. L'unité pourra également apporter un soutien mutuel en situation d'urgence nationale.

Satisfaction de Sébastien Lecornu et de Pascal Lehongre.

Jean-Léonce Dupont se répète.

Devant les élus du Calvados, Jean-Léonce Dupont vient de réaffirmer la position d'équilibre de sa collectivité, une collectivité suffisamment petite pour être à l'écoute des habitants et suffisamment grande pour préparer l'avenir à 10, 15 ou 20 ans.

- Il a aussi redit ce qu'il dit à chaque fois : "le Calvados est l'un des Départements les mieux gérés de France". Naturellement, il a actualisé les chiffres à la lecture du compte administratif 2018 : faible endettement, pas d'augmentation d'impôt, budget de fonctionnement contenu, budget d'investissement en hausse...

Mon commentaire : autant dire que le Département a les moyens de ses ambitions et que le président Dupont en est très content.

• Méfiance à l'égard de l'État.

Jean-Léonce Dupont voudrait bien croire le Premier ministre quand il annonce "une nouvelle loi de décentralisation et de différenciation" placée sous le signe de la proximité et de la responsabilité politique. Mais il se méfie. Non pas d'Édouard Philippe, mais de la technostructure parisienne qui ne fait pas pleinement confiance aux territoires et aux élus locaux.

- D'ailleurs, il se méfie aussi des préfets et sous-préfets, pas seulement parce que ses relations ne sont pas bonnes avec Laurent Fiscus, le préfet du Calvados, mais aussi parce qu'il comprend que l'État veut faire de ses représentants locaux, les délégués de la future agence nationale de la cohésion des territoires.

- "Mi-juin, dénonce-t-il, un décret est paru pour interdire au Département d'apporter de l'ingénierie aux collectivités locales de plus de 40 000 habitants. Le Département et son réseau Calvados Ingénierie ne peuvent donc plus intervenir pour Caen-la-Mer, Lisieux Intercom ou Vire Normandie. Où est l'efficacité, où est la mutualisation ?"

• "Small but beautiful"

Le président du CD.14 n'aime pas les collectivités XXL. Pour le Calvados, il reprend la devise du Delaware "small but beautiful", à deux conditions toutefois : la fibre partout et pour tout le monde ; la lutte contre la désertification médicale.

Au total, c'est un meccano administratif, juridique et financier, difficile et délicat à monter.

- Rappelons le nom des 10 intercommunalités concernées : SNA, Eure Mairie Seine, CASE, Métropole Rouen Normandie, CVS, Pont-Audemer/Val-de-Risle, Roumois-Seine, Caux Estuaire, Le Havre Seine Métropole, Pays de Honfleur-Beuzeville. Naturellement, des coopérations avec la région Ile-de-France sont nécessaires pour agir en "bonne intelligence".

À noter : en France, c'est la première fois qu'une démarche globale est engagée à une échelle aussi grande.

• À propos de la LNPN.

Le préfet a fait le point sur le calendrier (toujours élastique et incertain) de ce projet qualifié de "prioritaire" par le Premier ministre.

- Sur la période 2023-2027, les travaux de décroisement des faisceaux Normandie et banlieue en gare Saint-Lazare seront engagés.

- La réalisation de la section ferroviaire neuve entre Paris La Défense et Mantes-la-Jolie sera engagée à la fin de la période 2023-2027.

- Le traitement du nœud ferroviaire de Rouen sera engagé dans la période quinquennale suivante (entre 2028 et 2032 !), et les études vont dès maintenant se poursuivre sur la section Rouen Yvetot pour, à la fois, dimensionner correctement la nouvelle gare Saint-Sever, préserver les emprises nécessaires au projet entre Rouen et Yvetôt.

Mon commentaire : tout cela reste flou et quand c'est flou, il y a un loup. En réalité, le doute est là et toutes les déclarations sur la LNPN suscitent aujourd'hui beaucoup de perplexité, y compris celle du préfet.

• À propos du contournement de Rouen.

Rien de neuf, on attend :

- "Nous sommes maintenant tous très mobilisés pour que l'appel d'offres permettant de désigner le concessionnaire soit lancé rapidement. Il a vocation à être lancé très vite après le vote de la loi d'orientation des mobilités."

- "Rapidement", "très vite"... Cela fait maintenant 47 ans (oui, 47 ans !) que le contournement Est doit être réalisé "rapidement" et "très vite".

Mon commentaire : lors de son intervention devant les conseillers, le préfet s'est félicité des bonnes relations établies entre l'État et le Département. Ce n'est pas vrai partout, la situation est très différente dans le Calvados entre le président Jean-Léonce Dupont et le préfet Laurent Fiscus.

Et pendant ce temps-là...

• Le Port du Havre met son expertise au service d'autres ports.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), le Port du Havre met désormais son expertise en matière de chaîne logistique et d'infrastructures au service de ports de pays en développement. L'accord conclu avec la Direction générale des transports maritimes indonésiens en est une première illustration.

Mon commentaire : cette initiative est positive, car ces sessions de formation confortent les liens entre les autorités portuaires, on peut en espérer des retombées importantes en termes de trafics.

• Normandie Parc : ça se fête, le 6 juillet.

Après 20 ans de procédures et de contre-procédures entre promoteurs et opposants, le projet de village des marques de Douains (27) a donc été autorisé par le Conseil d'État, en novembre dernier.

- Huit mois plus tard, alors que les travaux ont commencé, tous les partisans du projet vont se réunir, le 6 juillet, pour poser symboliquement la première pierre. À savoir : le ministre Sébastien Lecornu, Pascal Lehongre (CD.27), Frédéric Duché (SNA), François Ouzilleau (Vernon), Catherine Couanon (Douains), sans oublier Mike Natas (MacArthurGlen) Jacques Brunel (Built) et les présidents des CCI et Chambre de métiers de l'Eure.

Philippe Augier.

Vient de se voir confier par Édouard Philippe (qu'il connaît bien) une mission de dynamisation et de transformation de 10 sites patrimoniaux français mal exploités qui pourraient devenir très attractifs pour le pays tout entier.

- Cette mission lui est confiée dans le cadre du Comité interministériel du Tourisme où il siège avec douze autres membres depuis 2018.

Mon commentaire : au cœur de multiples réseaux, Philippe Augier est un homme-passerelle très utile. Il est président de Normandie Attractivité.

Christophe Bouillon.

Aux municipales à Barentin (76), les choses se présentent bien pour le député PS, Christophe Bouillon, qui est le candidat du maire sortant Michel Bentot : il a une bonne image, il sait travailler avec tous.

- S'il est élu, Barentin rejoindra-t-elle la Métropole comme Laurent Fabius l'avait imaginé à l'origine ? "Non, répond le candidat, ce temps-là est passé, en revanche, je crois aux ententes territoriales qu'on peut négocier sur les transports ou la mise en œuvre, à la bonne échelle, d'un "plan climat, air, énergie".



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Les grands projets urbains.

Caen : après le campus, la "Presqu'île" est lancée.

Les pièces de son puzzle se mettent en place et Joël Bruneau continue de démontrer sa capacité à penser l'avenir de Caen à l'horizon 2030.

- Après le lancement du projet de "super-campus des plateaux Nord" (100 M€ pour valoriser la recherche et l'innovation dans les 10 ans à venir), le projet de reconquête urbaine d'intérêt majeur "Caen Presqu'île" vient d'être officiellement lancé par les maires des trois villes concernées (Caen, Hérouville, Mondeville), les autres collectivités associées (la Région, le Département, la Communauté urbaine) sans oublier l'État et l'EPFN.

- On en parle depuis 10 ans. Sur 300 ha, à cheval sur les 3 villes, il s'agit de construire 7 000 logements et 5 ha de zones d'activité ; les travaux vont commencer en 2021, ils s'étaleront sur une douzaine d'années ; directrice générale de la société publique d'aménagement Caen Presqu'île, Pascale Huyge-Doyère est à la manœuvre. Pour l'agglomération, cette opération est l'équivalent de l'écoquartier Flaubert de Rouen;

Mon commentaire : nouveau tramway, campus, Presqu'île, Joël Bruneau recompose le paysage de façon méthodique.

Granville : à la reconquête de son port.

Tout n'est pas encore bouclé, mais les choses se précisent. D'abord, Granville veut moderniser son port pour faciliter le travail des pêcheurs, améliorer le transit des voyageurs et bien accueillir les plaisanciers. Mais Granville veut aussi "ouvrir le port sur le centre-ville" en repensant totalement l'aménagement de la rue des îles, la seule jonction disponible, aujourd'hui froide et technique, pour en faire un espace commerçant, accueillant et vivant. Tout cela constitue l'un des plus grands projets de la ville.

- Pour le port, c'est assez clair : 3 M€ pour le creusement du chenal, 10 M€ pour le chantier naval, 45 M€ pour le doublement des anneaux du port de plaisance. Début des travaux cette année, fin à l'horizon 2022 ; Marc Lefèvre, le président du CD.50, suit le dossier avec une grande attention.

- Pour le volet urbain, c'est plus compliqué. Si tout le monde est d'accord sur l'objectif, le débat reste ouvert et vif sur la métamorphose de la rue des îles.

Mon commentaire : tout cela s'inscrit dans un contexte pré-électoral difficile pour la maire, Dominique Baudry. Après la crise de 2016, Gilles Ménard, l'un de ses anciens adjoints, vient de se porter candidat contre elle.

Et pendant ce temps-là...

• Acome continue de se développer.

À Mortain (50), Acome accroît ses investissements. Ils vont s'élever à 25 M€ cette année, notamment pour répondre aux besoins du marché de la fibre optique et de celui de l'automobile connectée.

Acome est une SCOP qui emploie 1 800 salariés (dont 1 000 à Mortain) ; elle prévoit d'embaucher pour faire face à sa croissance.

• Aspen s'agrandit pour produire davantage.

À Notre-Dame-de-Bondeville près de Rouen, les dirigeants de l'usine pharmaceutique Aspen préparent maintenant le lancement d'une troisième ligne de remplissage de seringues pré-remplies à l'horizon 2020. Le coût de l'investissement est de 15 M€.

Cette production prendra place dans le nouveau bâtiment de 7 000 m², dédié aux anesthésiques, qui vient d'être inauguré. Il a coûté 65 M€.

• GRTgaz : 11 M€ pour enfouir les canalisations.

Approfondissement du chenal de la Seine oblige, GRTgaz met actuellement "en profondeur" deux canalisations importantes entre Tancarville et le Marais Vernier. Les travaux ont commencé en février et dureront un an. Coût : 11 M€.